



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **Déclaration préalable de la FSU 91 F3SCT du jeudi 6 mars 2025**

La FSU 91 se satisfait de la tenue de cette F3SCT aujourd'hui, à la demande de l'ensemble des représentants du personnel de l'instance. L'annonce de la suppression d'une F3SCT n°2, pour cause de contraintes d'agenda, apparaissait comme particulièrement dissonante, eu égard aux situations d'urgence en matière de santé et de sécurité au travail sur notre département. La liste des situations particulières s'allonge de jour en jour et ne fait que révéler chaque jour un peu plus d'une part les dysfonctionnements majeurs qui caractérisent notre institution, d'autre part leurs répercussions scandaleuses sur les personnels. Cette F3SCT se tient aussi dans la période spécifique de la préparation de rentrée qui, dans le contexte de dégradation des moyens que nous connaissons, cristallise de fortes tensions autour de la question des conditions de travail dans les écoles et les établissements. Cette F3SCT fait par ailleurs suite à un GT CDEN avec le Conseil Départemental qui a montré toutes les difficultés de communication sur le bâti scolaire, sur la maintenance et l'entretien des collèges. Enfin, cette F3SCT a lieu après un nouveau geste de mépris du gouvernement contre les fonctionnaires. Depuis le 1er mars, non seulement le jour de carence est conservé mais à partir du deuxième jour de l'arrêt maladie, les collègues seront payés à 90% de leur salaire. Cette nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour les personnels touchera les collègues les plus fragiles, c'est intolérable. Les fonctionnaires sont rendus coupables d'être malades.

Dans le premier degré, jamais nous n'avons atteint un tel niveau de souffrance. Les fiches SST pleuvent et inondent les boîtes syndicales pour dire qu'il n'est plus possible de continuer de travailler dans ces conditions. Chacune de nos déclarations porte cette parole d'épuisement qui n'est toujours pas entendue comme il se doit. L'écoute et la compréhension ne suffisent pas. C'est un changement de paradigme et donc d'allocation des moyens humains qui permettra de construire une école réellement inclusive et respectueuse des élèves et des personnels. Mais ce changement ne peut avoir lieu que dans un contexte de recrutement moins tendu et qui fait la part belle aux moyens en remplacement. Cette pénurie, parce qu'elle s'inscrit aussi dans une politique d'inclusion au rabais, génère des risques professionnels massifs : elle désorganise le travail des enseignant.es, elle dégrade les relations avec les usagers, elle rend impossible un accueil digne des élèves. Ce constat nous heurte d'autant plus quand nous apprenons que certains collègues se voient imposer des ruptures de contrat parce que leur titre de séjour est expiré et que les préfectures dont ils dépendent n'ont pu leur fournir à temps un récépissé, malgré nos interventions auprès de la Direction Académique. Comment justifiez-vous une telle inertie ? Nous vous prions solennellement de bien vouloir vous rapprocher de toutes les préfectures d'Île de France et de mettre tout en œuvre pour que la continuité du service public d'éducation soit assurée partout, dans toutes les écoles de notre département.

Dans le second degré, le tableau est tout aussi désastreux. Les situations d'établissements en crise se multiplient et la gestion de ces crises est de nature à nous inquiéter fortement, tant elle est inopérante. Nous ne listerons pas ici tous les collèges et les lycées où le collectif de travail est soumis à des risques psychosociaux majeurs, qui augmentent considérablement et progressivement au fil de l'année. L'attentisme, l'absence de réponse et de réactivité, la lourdeur et l'inefficacité des procédures mises en œuvre ne font que croître la souffrance des personnels. La FSU 91 continuera d'être aux côtés de tous les collègues pour que ces problématiques de santé au travail soient enfin reconnues par l'Administration et par les conseils médicaux. Ces situations ne sont pas celles de personnels fragiles, qui supportent difficilement les contraintes imposées par les chefs et le travail. Ces situations sont celles d'être humains qu'on maltraite de façon systémique en leur imposant des conflits de valeurs, des contraintes, une communication et une organisation intenable. La reconnaissance de cette logique insidieuse passe non seulement par des réponses concrètes et immédiates au moment où les crises sont identifiées, mais aussi par un plan de prévention solide qui s'appuie sur la littérature scientifique.

Pour toutes ces raisons, la FSU 91 réitère sa demande de modification du fonctionnement du GT situations particulières. Le dialogue social autour de ces situations ne se mesure pas à la quantité de réunions auxquelles nous participons. Ce dialogue doit d'abord se tisser dans le constat partagé d'un enkystement qu'il faut combattre. Ce dialogue doit prendre en compte les transformations induites par le climat politique et social actuel, amplifié par les médias et les réseaux sociaux qui envahissent aussi l'école. Ce dialogue doit enfin se construire dans la volonté partagée d'améliorer la santé et la sécurité au travail des personnels. Plus que jamais nos collègues ont besoin d'acteurs de prévention, plus que jamais nos collègues ont besoin de médecins de prévention. Dans l'Essonne, la question est brûlante et la gestion du Rectorat nous interroge. Nous croulons sous les sujets de préoccupation et d'inquiétude. Quand cesserons-nous de marcher sur cette ligne de crête ?